



M. Abdelkader Bouazgui aujourd'hui à El-Oued

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Abdelkader Bouazgui, effectuera, aujourd'hui et demain, en compagnie de son hôte, M. Wilmar Alfredo Castro Soteldo, ministre du Pouvoir populaire pour la Production agricole et les terres de la République Bolivarienne du Venezuela, une visite de travail d'exploitations agricoles et de complexes de stockage et agroalimentaire.



SOUG LETHNINE (AÏN DEFLA)

Le fief de la tomate amputé de ses terres par le barrage de Kef-Edir

Haut lieu de la plasticulture et de la production des produits maraîchers et principalement la tomate, l'immensité de la superficie couverte par les serres est aujourd'hui en voie de disparition à cause de la construction en cours du barrage de Kef-Edir sur les hauteurs de la commune de Tachta, dans la vallée de la localité de Soug Lethnine.

Un barrage dont l'emprise s'étendra sur une superficie prévue de 490 km² pour stocker un volume théorique de 125 millions de m³ et qui va inonder toute la vallée et faire disparaître ainsi quelque 5 000 serres implantées sur 375 ha et qui produisaient en moyenne quelque 305 000 q de produits maraîchers dont 228 000 q de tomates, selon les chiffres de la DSA. Bien entendu, avec les 5 000 serres disparaîtront aussi les quelque 400 habitations. Interrogé à ce sujet, le président de l'Association des plasticulteurs de Soug Lethnine, M. Abdelaziz Ouazen, rencontré en marge de la 24^e Journée de vulgarisation agricole, nous dira : « Certes, on nous a proposé de nous indem-

niser pécuniairement, mais cela ne nous intéresse pas car nous ne sommes pas des commerçants dans le domaine du foncier agricole mais des agriculteurs et des producteurs, ce que nous voulons c'est que les terres dans lesquelles nous activions nous soient compensées par d'autres terres pour continuer à produire, nous ne sommes pas contre le projet de construction de ce barrage dont nous reconnaissons l'importance et la nécessité. Cependant, pour l'heure, nombre d'entre nous se sont délocalisés pour louer à prix inabornables d'autres terres, dans d'autres wilayas à l'est ou à l'ouest, pendant que d'autres se sont débrouillés pour s'installer plus au sud à El Abadia et Aïn

Bouyahia, devenant de ce fait des producteurs hors sol et perdant ainsi le bénéfice du statut d'agriculteur et donc des différents avantages de rabatement sur les intrants et autres avantages encourageant la production. » Et d'ajouter : « Le problème du foncier agricole dépasse les compétences locales, aussi nous sollicitons l'intervention du ministère de tutelle pour nous venir en aide et apporter les solutions indispensables. » Evoquant la production de la tomate, il dira : « Aux mois de juin, juillet et août, nous avons vendu le fruit rouge de très bonne qualité au prix dérisoire de 5 DA le kg qui était revendu à 20 DA le kg sur les étals des marchés. Aujourd'hui, la production de la tomate est très affectée par l'intersaison et par la délocalisation des serres, la tomate du littoral coûte de 150 à 200, voire même 250 DA le kg en divers lieux. » Notre interlocuteur évoque également l'absence cruciale d'unités de conservation et de transformation qui font défaut,



Photo : DR

empêchant la régulation du marché des fruits et légumes.

Il faut aussi reconnaître que la nécessité de la construction de ce barrage n'est plus à discuter puisque cet ouvrage est destiné à satisfaire les besoins en eau potable et en eau d'irrigation des localités de Damous, Larhat et Béni Milleuk en AEP avec un volume de 2 68 hm³/an et sert à renforcer le périmètre d'irrigation de Chlef en

desservant les localités de Zeboudja, El-Karimia, Béni-Haoua et Oued-Fodda, avec un volume de 35 36 hm³/an. La wilaya d'Aïn-Defla sera elle aussi desservie par le barrage de Kef-Edir et seront touchées principalement les communes de Tacheta, El-Abadia et Aïn-Bouyahia, avec un volume total annuel de 5 77 hm³/an.

Karim O.

POUR RÉDUIRE LES TERRES EN JACHÈRE

Extension de la culture des légumes secs



La superficie réservée aux légumes secs verra une extension dans la wilaya d'Oran, afin de réduire les terres en jachère et leur intégration au cycle cultivable lors de la saison agricole 2017-2018, a-t-on appris lundi de la direction des services agricoles (DSA). Dans ce cadre, il est prévu la plantation de 500 hectares en légumes secs surtout les pois chiches au niveau des régions de grandes récoltes dont Oued Tlélât, Tafraoui, Bethioua et Hassi Mefsoukh, a indiqué le DSA, à l'APS en marge du salon des produits agricoles, ouvert lundi à la maison de l'artisanat et des métiers d'Oran. Selon la coopérative de céréales et légumes secs (CLLS) d'Oran, 50 agriculteurs ont adhéré à ce programme en déposant auprès

de la CCLS leurs dossiers et signant un accord d'engagement pour leur fournir des semences, a fait savoir Kadi Tahar. Les expériences effectuées au niveau de quatre exploitations agricoles ont donné un bon rendement de pois chiches, selon la même source qui a déclaré que la superficie réservée à cette récolte ne dépasse pas 80 ha à Oran. La quantité produite de légumes secs a atteint 15 quintaux l'hectare la saison écoulée et devra atteindre 30 qx/ha, si le parcours technique est respecté. La chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran a sensibilisé les agriculteurs pour adhérer à ce programme initié par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche pour l'extension des terres de légu-

mes secs, a fait savoir le secrétaire général de la chambre. La culture de légumes secs contribuera à diversifier la production, à résorber les terres en jachère et à offrir un nouveau revenu au fellah dans la wilaya d'Oran, a affirmé Zeddou La-houari. Le salon des produits agricoles, organisé à l'occasion de la journée nationale de vulgarisation agricole, enregistre la participation de 70 exposants en différentes filières agricoles outre des instances nationales de formation, de financement, d'assurances, de santé végétale et de matériel agricole. En outre, un hommage sera rendu à des fellahs d'Oran. Cette manifestation de trois jours est initiée par la chambre agricole, la DSA et la chambre d'artisanat et des métiers.

— FIGUE SÈCHE DE BENI MAOUCHE —

Lendemain désenchanteurs de la labellisation

● Les agriculteurs se plaignent de l'absence d'un fonds spécial pour la filière, d'un circuit pour la commercialisation des produits agricoles et du peu d'intérêt que portent les autorités à la promotion de la figue.

Dans le cadre de la 24^e édition de la vulgarisation agricole, organisée par la direction des services agricoles de la wilaya de Béjaïa et la Chambre de commerce, en collaboration avec l'Association des producteurs de figues de la wilaya, l'exposition de la figue sèche de Beni Maouche et les dérivés de sa transformation ont occupé l'essentiel des stands à la maison de la culture Taos Amrouche. La focalisation sur ce fruit, plus que les autres produits du terroir mis en vente ce jour-là, dont l'huile d'olive, le miel et les produits maraîchers, devrait être un gage de soutien des pouvoirs publics à la filière. Cette dernière a obtenu la labellisation de trois variétés de figues, à savoir thaamriwt, thaberkent et thazandjert. Le label a été consacré vers la fin de l'année 2016 pour la reconnaissance de la qualité de cette figue sèche de la région de Beni Maouche, la qualifiant à l'exportation, à sa transformation et à la rendre éligible pour bénéficier d'un fonds d'aide pour le développement de la récolte. Qu'en est-il après une année de labellisation de cette figue et l'engagement des pouvoirs publics à accompagner les producteurs ?

Pour Mohamed Sahki, président de l'Association des producteurs de figues de la wilaya de Béjaïa, ce qui devait suivre la labellisation n'a pas eu lieu. Pratiquement, la labellisation n'a rien changé à cette activité agricole. Il résume les problèmes des producteurs de figues à l'absence d'un fonds d'aide spécial pour la filière et l'inexistence d'autres circuits pour la commercialisation des produits agricoles et le manque de publicité, entre autres.

« Le fellah s'appuie toujours sur les foires pour commercialiser son produit. Et c'est lors de ce genre de manifestations occasionnelles que nous faisons un peu de promotion pour les produits du terroir », regrette Mohamed Sahki, que nous avons rencontré devant son stand. Et ce, dans le but d'intéresser les investisseurs à acheter le produit, le transformer ou l'exporter. Mais, ajoute-t-il, « pour l'heure, nous n'avons pas enregistré une demande sérieuse où l'agriculteur trouvera également son compte ».



LES FELLAHS RÉSISTENT

Cela dit, les membres de son association ne sont pas restés les bras croisés. Ils ont commencé par sauver les variétés de figuiers qui poussaient dans la région. « Grâce à l'implantation d'une pépinière à Adekar, sur un terrain privé, l'association a réussi à récupérer 38 variétés de figues qui étaient en voie de disparition ». A ce propos, les adhérents souhaitent que les services agricoles dotent les fellahs d'un terrain du domaine public afin d'installer la pépinière des producteurs de figues. En 2015, ils ont sollicité le ministère de l'Agriculture, qui a autorisé un voyage de travail en Italie pour un groupe d'agriculteurs pour qu'ils puissent s'imprégner des dernières technologies de traitement de la figue, dont la technique de séchage des figues sous serre. Malheureusement, dit notre interlocuteur, « en l'absence d'aide financière de la

Trois variétés de figues sèches de Beni Maouche sont exportables depuis fin 2016

PHOTO : D. R.

part de l'Etat ou des banques -qui ne jouent pas leur rôle, car, faut-il le dire, il est presque impossible de bénéficier d'un crédit bancaire- il est difficile d'importer cette technologie ».

Toutefois, avoue-t-il, « l'ambassade de France a subventionné une vingtaine de serres de séchage ». Une technique qui a montré son efficacité, car celle-ci permet de sécher les figues en un temps record sans nous inquiéter des intempéries, précise-t-il. Toujours dans le domaine de la coopération avec les associations ou autres acteurs étrangers, des membres d'une association française venus de Montpellier

ont été invités à Beni Maouche, en 2008, pour inculquer aux femmes des recettes pour la fabrication des confitures et de gâteaux à base de figues. Par ailleurs, selon les chiffres des services agricoles de la wilaya, la production a connu cette année un léger recul avec pas moins de 300 000 quintaux récoltés. Ce recul est expliqué par le manque de terres agricoles dont la superficie doit être portée à 10 000 ha pour pouvoir prétendre exporter et satisfaire le marché local. Et cela passe par la densification des plantations et la modernisation des méthodes et techniques de la culture de la figue qui est toujours au stade artisanal ou semi-industriel pour ce qui est de la transformation. Selon la même source, l'autre défi consiste en l'augmentation de la surface irriguée et la prévention contre les incendies qui déciment chaque année des centaines d'arbres fruitiers. **Nordine Douici**

Pisciculture

200 demandes de formations déposées à Alger

La pisciculture connaît un grand engouement de la part des agriculteurs de la wilaya d'Alger où pas moins de 200 demandes de formation ont été enregistrées, a indiqué jeudi Mme Rabia Zerrouki, directrice de la pêche de la wilaya d'Alger.



Pas moins de 200 demandes de formation en pisciculture ont été formulées cette année par des agriculteurs de la wilaya d'Alger, a indiqué à l'APS la même responsable, relevant que ces demandes sont prises en charge graduellement.

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche "mise" sur l'aquaculture pour satisfaire la large demande du marché algérien, a affirmé Mme. Zerrouki.

Soulignant que des produits de la pisciculture sont commercialisés dans les marchés d'Alger, notamment à Ain El Benian, Bab El Oued et au 1er Mai, elle a précisé que les bassins implantés à Oran, Ain Temouchent et Boumerdes sont les principaux fournisseurs en attendant le développement et la commercialisation des produits provenant des bassins

d'Alger, qui en sont à leur début, a-t-elle fait savoir.

Les caractéristiques du littoral d'Alger, en termes de concentration de la population et ses conséquences (pollution), ont conduit à l'implantation des premiers bassins à l'est de la capitale, a précisé la même responsable.

Elle a ajouté que ses services ont enregistré 200 demandes de formation cette année pour cette spécialité, relevant que 130 agriculteurs répartis sur 9 communes, dont Cherraga, Baraki, Eucalyptus, Ain El Benian bénéficient de cette formation dispensée en coordination avec les centres de formation professionnelle et les instituts relevant du secteur.

La pisciculture intégrée à l'agriculture consiste en l'introduction de l'élevage de poissons dans un milieu à vocation agricole dans le but de développer les deux activités parallèlement ou séquentielle-

ment en bénéficiant des avantages de l'une pour l'autre.

La Direction de la pêche de la wilaya d'Alger avait lancé une opération d'ensemencement de 8.000 alvins de Tilapia répartis dans 16 bassins d'irrigation entrant dans le cadre de la campagne intensive de la vulgarisation de la pisciculture intégrée à l'agriculture, réalisée en deux phases au niveau de trois subdivisions agricoles (Zéralda, Chéraga et Baraki).

Les agriculteurs concernés par cette opération ont bénéficié d'une formation sur la technique de la pisciculture au niveau de l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture (INSPA), a indiqué la même source, précisant que les alevins ont été fournis par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA).

La campagne intensive de

vulgarisation de la pisciculture intégrée à l'agriculture a été organisée conjointement par la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger, l'Institut national de vulgarisation agricole, l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture, le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, la Direction des services agricoles de la wilaya d'Alger, l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage et la chambre de l'agriculture d'Alger.

L'opération d'ensemencement d'alvins a concerné les bassins des agriculteurs formés dans la wilaya d'Alger et inscrits à la Direction de la pêche d'Alger en 2017, lesquels seront suivis tout au long du processus d'élevage en vue d'un meilleur rendement et d'un suivi périodique par les membres de la commission conjointe.

Farid D.

Alger

Intérêt accru pour l'aquaculture

Engouement n La pisciculture connaît un grand engouement de la part des agriculteurs de la wilaya d'Alger, pas moins de 200 demandes de formation ont été enregistrées.

C'est ce qu'a indiqué jeudi M^{me} Rabia Zerrouki, directrice de la pêche de la wilaya d'Alger, qui précise à l'APS que ces demandes sont prises en charge graduellement. Le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche "mise" sur l'aquaculture pour satisfaire la large demande du marché algérien, a affirmé M^{me} Zerrouki. Soulignant que des produits de la pisciculture sont commercialisés dans les marchés d'Alger, notamment à Aïn Benian, Bab El-Oued et au 1^{er} -Mai, elle a précisé que les bassins implantés à Oran, Aïn Témouchent et Boumerdès sont les principaux fournisseurs en attendant le développement et la commercialisation des produits provenant des bassins d'Alger, qui en sont à leur début, a-t-elle fait savoir. Les caractéristiques du littoral d'Alger, en termes de concentration de la population et ses conséquences (pollution), ont conduit à l'implantation des premiers bassins à l'est de la capitale, a précisé la même responsable. Elle a ajouté que ses services ont enregistré 200 demandes de formation cette année pour cette spécialité, relevant que 130 agriculteurs répartis sur 9 communes, dont Chéraga, Baraki, les Eucalyptus, Aïn Benian bénéficient de cette formation dispensée en coordination avec les centres de formation professionnelle et les instituts relevant du secteur. La pisciculture intégrée à l'agriculture consiste en l'introduction de l'élevage de poissons dans un milieu à vocation agricole dans le but de développer les deux activités parallèlement ou séquentiellement en bénéficiant des



avantages de l'une pour l'autre. La direction de la pêche de la wilaya d'Alger avait lancé une opération d'ensemencement de 8 000 alevins de Tilapia répartis dans 16 bassins d'irrigation entrant dans le cadre de la campagne intensive de la vulgarisation de la pisciculture intégrée à l'agriculture, réalisée en deux phases au niveau de trois subdivisions agricoles (Zéralda, Chéraga et Baraki). Les agriculteurs concernés par cette opération ont bénéficié d'une formation sur la technique de la pisciculture au niveau de l'Institut national supérieur de pêche et

d'aquaculture (INSPA), a indiqué la même source, précisant que les alevins ont été fournis par le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA). La campagne intensive de vulgarisation de la pisciculture intégrée à l'agriculture a été organisée conjointement par la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger, l'Institut national de vulgarisation agricole, l'Institut national supérieur de pêche et d'aquaculture, le Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, la Direction des services agricoles

de la wilaya d'Alger, l'Institut national des sols, de l'irrigation et du drainage et la Chambre de l'agriculture d'Alger. L'opération d'ensemencement d'alevins a concerné les bassins des agriculteurs formés dans la wilaya d'Alger et inscrits à la Direction de la pêche d'Alger en 2017, lesquels seront suivis tout au long du processus d'élevage en vue d'un meilleur rendement et d'un suivi périodique par les membres de la commission conjointe.

RLAPS



TIZI-OUZOU La Foire du miel se poursuit jusqu'au 10 octobre

Tout n'est pas mielleux !

La faiblesse de la production du miel, cette année, et sa difficile commercialisation, sont les soucis majeurs des apiculteurs venus des quatre coins du pays, pour participer à la Foire du miel de Tizi-Ouzou.

La manifestation lancée mercredi dernier se poursuit jusqu'au 10 du mois en cours à la placette de la mairie de Tizi-Ouzou (centre ville). Alors que plusieurs variétés de ce produit naturel sont exposées, à savoir le miel, la gelée royale, le pollen et la propolis, force est de constater que l'engouement des citoyens n'est pas au rendez-vous de cette édition. «Je suis là juste par curiosité. Autrement dit,

je ne peux pas me permettre d'acheter du miel à ce prix là. L'Aïd et la rentrée scolaire nous ont déplumés», dira ce père de famille. Le miel est cédé entre 3 000 DA et 4 500 DA le kilogramme. Cette différence est corollaire de la qualité du produit et le lieu de production. «Effectivement, le prix suit la qualité, mais pas seulement. Le miel produit au Sahara, même s'il est égal, en termes de qualité, à celui

produit chez nous en Kabylie, reste plus cher vu son prix de revient», explique cet apiculteur. Malgré les vertus qu'on lui attribue, la consommation du miel reste en deçà du seuil, voire insignifiante par rapport à d'autre pays. Pour ces professionnels des abeilles, une politique nationale de sensibilisation pour une prise de conscience des bienfaits de cet aliment est une condition sine qua non pour la commercialisation de ce produit. En effet, ce mets contenant des vitamines et sels minéraux serait conseillé pour les bienfaits suivants : allant de la grippe, la tension artérielle, la douleur intestinale, la fatigue, les maladies de la peau, le système digestif en passant par le manque de libido et la perte de l'appétit. De plus, il est également

un antibiotique naturel, antiviral, antiseptique et désinfectant, et aide à stopper l'évolution des cellules cancéreuses, entre autres. Malheureusement, plusieurs apiculteurs qui peinent à liquider leur produit, se plaignent de leur situation financière, et par conséquent songeraient à abandonner leur métier. Ces derniers sont confrontés également à l'assurance lors des transhumances. Pour diversifier et accroître la récolte, les apicultures déplacent les ruches d'une région à une autre, selon la fleuraison. Les apiculteurs de la Kabylie se déplacent dans plusieurs wilayas du Centre ou du Sahara, ce qui pose le problème de recensement des ruches pour la compagnie d'assurance.

Farida Elharani

Agriculture

Le prix du blé toujours stable

Les prix du blé étaient toujours très stables vendredi après-midi dans un marché peinant encore à s'animer. En l'absence de nouvelles importantes, la tonne de blé reculait de 50 centimes sur l'échéance rapprochée de décembre, à 165,50 euros, et de 25 centimes sur l'échéance de mars, à 171,25 euros, dans un volume d'échanges de moins de 8.000 lots. «Les silos sont pleins, il ne se passe rien», commentait un bon connaisseur du marché. «Le contexte monétaire nous aide mais pas assez», ajoutait-il. L'euro baissait un peu face au dollar vendredi, prix en étau entre les inquiétudes politiques en Europe et la perspective d'un nouveau resserrement monétaire aux Etats-Unis. Du côté des exportations, seules 185.000 tonnes de blé européen ont trouvé preneur, portant le total depuis le début de la campagne à 4.7 Mt, soit en baisse de 35% par rapport à l'an passé à la même époque, soulignait le cabinet Agritel. Le maïs était également à l'équilibre, inchangé sur novembre à 154,75 euros et regagnant 25 centimes sur janvier à 159,50 euros, dans un volume d'échanges de plus de 800 lots.

Agence



SÉNÉGAL : **Les exportations des produits halieutiques estimées à près de 311 millions d'euros en 2016**

Le Sénégal a exporté environ 192.000 tonnes de produits halieutiques en 2016, pour une valeur totale de près 311 millions euros selon le directeur des industries de transformation de la pêche au ministère de la Pêche et de l'Economie maritime, Diène Ndiaye.

Ce montant représente 14,6% des exportations et place ainsi le secteur de la pêche dans le peloton des secteurs pourvoyeurs de devises, a-t-il révélé lors d'une soirée organisée à l'occasion de la commémoration du cinquième anniversaire du partenariat avec des partenaires fret, dont l'Union patronale des mareyeurs-exportateurs du Sénégal (UPAMES).

"Globalement, la pêche est un pilier important de notre économie nationale, avec des débarquements qui se chiffrent à environ 450.000 tonnes de produits halieutiques en moyenne annuelle et qui sont destinées principalement à l'exportation, à la consommation locale et à la formation artisanale", a poursuivi M. Ndiaye.

Au premier semestre de 2017, le secteur de la pêche occupait la tête du peloton, avec une augmentation de 10,29% des exportations par rapport à l'année dernière, a-t-il indiqué.